Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

92-93 | 2003

Actualité politique dans l'étude des sociétés contemporaines

L'anthropologie politique en France après 1980

Une démission programmée ?

Political Anthropology in France since 1980 : a Programmed Failure?

Jean Copans

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2061>

DOI : 10.4000/jda.2061

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 63-81

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Jean Copans, « L'anthropologie politique en France après 1980 », *Journal des anthropologues* [En ligne], 92-93 | 2003, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2061> ; DOI : 10.4000/jda.2061

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Journal des anthropologues

L'anthropologie politique en France après 1980

Une démission programmée ?

Political Anthropology in France since 1980 : a Programmed Failure?

Jean Copans

- 1 Je suis un peu juge et partie en tant qu'acteur mais aussi témoin. Il s'agit donc à la fois d'une évaluation, et pourquoi pas, d'une espèce d'auto-critique puisque je pense que les anthropologues (français ?) du politique n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités disciplinaires au cours des années 1970 ainsi que depuis cette date. Malgré mon investissement dans la fondation et le développement de la revue *Politique africaine* depuis les années 1980 je reste fondamentalement attaché à l'anthropologie. Mon point de vue sera naturellement africaniste, mais au moins je sortirai du « pré carré ». Il faut décoloniser le régionalisme anthropologique des aires culturelles (Fardon, 1990). Si j'utilise l'expression de démission c'est pour déplorer un désintérêt de la discipline de l'anthropologie sans pour autant critiquer le rôle positif de fait de certaines autres disciplines en la matière (en l'occurrence la science politique). Je serai donc parfois un anthropologue ventriloque. Cette démission a trouvé comme une confirmation dans la défaite électorale du 21 avril 2002. L'anthropologie politique n'a rien à dire d'essentiel sur le présent d'ici ou d'ailleurs (quid du Rwanda par exemple, du moins avant les événements de mai 1994 ?). La cause principale de ce silence provient de l'idéologisme de la fameuse anthropologie marxiste, du symbolisme rhétorique des anthropologues postmodernes (à la différence des traditions plus critiques du radicalisme traditionnel d'une certaine anthropologie américaine).
- 2 Mon analyse concerne d'un côté l'examen du projet et du programme de la revue *Politique africaine*, ainsi que des critiques internes et externes dont ils sont l'objet, de l'autre une réflexion sur les perspectives alternatives de l'anthropologie qui balance entre une anthropologie politique, une anthropologie du politique et une anthropologie sociale et culturelle des pratiques et conflits politiques. Enfin je reviendrai sur les lieux communs qui rassemblent (ou enferment, c'est selon) les chercheurs concernés autour de concepts,

de méthodes et d'objets communs. J'évoquerai ainsi certaines des dynamiques thématiques qui traversent les études africaines sous l'angle du politique afin de proposer un canevas d'axes de recherches possibles.

- 3 Un bref résumé de la « préhistoire » des années 1960-1980 peut être abordé au moyen d'un inventaire schématique des contextes et contraintes de ce qui est considéré comme l'âge d'or de l'anthropologie politique française : les luttes de libération nationale et la décolonisation marquent par définition toute cette période ; l'apparition des nouveaux États modernes et le formalisme de leur étude ; la trajectoire et l'influence de G. Balandier ; l'apolitisme paradoxal de l'anthropologie marxiste (Copans, 1998a) ; la mutation post-structuraliste avec le passage du champ politique, de l'institution, du fantasme de l'État à celui de l'action et de l'efficacité symbolique (*Revue française de sciences politiques*, 1988) ; les rendez-vous ratés de l'histoire et de l'anthropologie africaines avec le politique contemporain ; la perspective « macro » du marxisme, le désintérêt du politique à l'école des *Annales*, la ghettoïsation de l'histoire africaine subsaharienne dans l'université et la recherche françaises qui dévalorisent de fait l'intérêt pour une histoire sociale des périodes d'abord coloniale puis post-coloniale¹ ; le désintérêt de la science administrative et de la sociologie des organisations publiques pour « l'outre-mer » ainsi que les antipathies réciproques entre les tenants de ces approches et les sociologues marxistes qui ont écarté pour longtemps toute recherche empirique sur les appareils d'État (Copans, 2000c ; Darbon, 2000) ; la construction progressive d'un paradigme politologique par J.-F. Bayart au moyen du cas du Cameroun et d'un débat avec certains anthropologues, notamment dans les pages des *Cahiers d'Études africaines*².

L'expérience de *Politique africaine* (1981-2000)

- 4 Les réflexions de J.-F. Bayart de la fin des années 1970 vont se matérialiser dans la fondation de la revue en 1980 (le premier numéro paraît en janvier 1981) à l'occasion de la création des éditions Karthala. Les politologues occupent à peine la majorité du conseil de rédaction (ils sont 9 sur 17). Ce numéro intitulé « La politique en Afrique noire : le haut et le bas » s'ouvre par un avant-propos où l'on peut notamment lire le paragraphe suivant :

... où s'arrête le politique et en quoi concerne-t-il l'immense masse des Africains, dans la situation de dénuement matériel qui est souvent le leur et dont témoigne l'enquête de Jean-Loup Amselle sur les réfugiés du Mali ? Quel est le point de rencontre, quelle est la ligne de cohérence entre la condition quotidienne des « sans importance », celle qu'exprime par exemple une Camerounaise, Thérèse, et « la société politique » que dirigent les gouvernants et que les politologues étudient ? Il est bien certain que les sciences sociales (et ce n'est pas particulier aux études consacrées à l'Afrique) ne sont pas encore parvenues à rendre compte de cette articulation du particulier au général, alors même qu'elle constitue leur objet. Le politique a toujours été saisi plutôt « par le haut » et on ne sait pas trop en quoi il consiste, « vu d'en bas ». Il est cependant de plus en plus clair que les sociétés politiques africaines, aussi contrôlées soient-elles, sont également produites par l'action des groupes dominés, et Jean-François Bayart avance quelques propositions méthodologiques pour mieux cerner leur influence³.

- 5 Les thématiques, les méthodologies proposées par les politologues fondateurs de la revue sont comme un miroir ou un écho, non seulement des silences de leur propre discipline, mais également des faibles résultats en la matière des sciences anthropologiques et historiques et surtout de l'oubli que le et la politique sont aussi le fait des sans grades, des

anonymes, de l'ensemble des catégories sociales et anthropologiques. A privilégier les présidents et politiciens pour les premiers, les lignages royaux et les constructions étatiques pour les seconds, les sciences sociales africanistes reproduisent sans trop s'en rendre compte les cheminements élitaires et événementiels des historiens des XIX^e et XX^e siècles de la formation de l'État-nation européen.

- 6 La problématique de nature anthropologique et historique prônée par J.-F. Bayart permet de construire un lien entre les passés et les présents. Elle est surtout l'occasion de la production d'une théorie originale qui se focalise sur la généalogie d'une hégémonie, d'un bloc historique (A. Gramsci est mis à contribution, ainsi que M. Foucault ou M. de Certeau) basée sur les catégories des aînés et des cadets sociaux empruntées aux anthropologues marxistes de l'époque, notamment Cl. Meillassoux et P.-Ph. Rey. Pour reprendre le titre d'une rubrique de documents introduite par J.-F. Bayart dans ce même numéro il s'agit d'entendre ou de faire entendre « La voix des acteurs sociaux ». Cette problématique se veut globale puisqu'elle concerne aussi bien la théorie, la méthode d'approche que l'objet. Une expression comparatiste va voir le jour grâce à un groupe de travail du Centre d'études des relations internationales (CERI) de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP) qui se penche sur les modes populaires d'action politique (MPAP).
- 7 Paradoxalement, ou tout naturellement (la question soulève implicitement des réponses très contradictoires), les meilleures illustrations de cette perspective vont d'abord venir de chercheurs d'origine africaine et non de J.-F. Bayart ou de ses collègues. Le Togolais Comi Toulabor publie un premier article dans le numéro 3 de septembre 1981, et lui-même et le Camerounais Achille Mbembe publieront des articles dans le numéro de juin 1985 de la *Revue française de science politique* qui reprend des contributions du groupe MPAP. Notons en contre-point un autre colloque tenu en 1986 portant sur les nouvelles orientations de l'anthropologie politique et dont les communications seront publiées dans la même revue en 1988⁴. D'autres politologues ou spécialistes de la culture politique comme D.-C. Martin publieront de leur côté des perspectives également rénovatrices de la science politique ressourcée grâce à l'anthropologie⁵.
- 8 Nous ne citerons pas tous ces travaux ni n'insisterons sur leur diversité et la variété de leurs terrains. *Politique africaine* ne sera pas une école mais plutôt un état d'esprit où se retrouveront des représentants de toutes les sciences sociales, insatisfaits de la manière dont on parle du politique ou au contraire de son oubli systématique dans des champs où pourtant il semble très présent (la ville et l'aménagement urbain, les langues, l'entreprise, etc).
- 9 Si l'on prend la trajectoire des vingt ans de la revue on perçoit fort bien cet élargissement à la fois par les thèmes abordés et par la couverture disciplinaire des numéros consacrés à des pays particuliers (environ la moitié des États africains ont été l'objet d'un tel numéro depuis 1981). D'un point de vue symbolique l'apogée de cette trajectoire (qui a connu un remarquable état des lieux au bout de dix ans en 1990 présenté dans le n° 39) semble atteinte en 1996 avec des numéros aux titres évocateurs : *Du côté de la rue* (n° 63) et *Démocratie : le pouvoir des mots* (n° 64).
- 10 Dès le premier numéro le ton critique/autocritique est donné avec la rubrique « A livre ouvert » (intitulée aujourd'hui « Autour d'un livre »). L'ouvrage de J.-F. Bayart, *L'État au Cameroun*, est passé au crible des lectures de cinq chercheurs : deux sur cinq de ces critiques sont anthropologues. Mais c'est au cours des années 1990 que ces critiques « internes » deviennent plus évidentes et efficaces : il fallait bien sûr l'existence de

travaux conséquents pour s'apercevoir des travers inhérents à une approche insuffisamment sociale (comme dans l'anthropologie sociale ou la sociologie). La première constatation porte sur l'oubli de fait du politique ordinaire. L'événement, l'acteur politique (homme d'État ou politicien de base), la vie institutionnelle (élections, partis), l'histoire politique semblent devenus des épiphénomènes mais par ailleurs il n'est pas certain que « le politique par le bas » ait gagné, contrairement aux ambitions affichées au début, une véritable consistance. Quelques critiques se font jour dans la revue elle-même : A. Mbembe (1990) ; J. Copans (1990) ; R. Buitenhuis (1992). Dans l'introduction d'un numéro édité par mes soins en 1992 sur le thème « L'histoire face au politique » je constatai : « A force d'imbriquer le politique dans autre chose et finalement dans tout, on a dissous conflits, violences et volontés de pouvoir » (1992 : 3). Dans un bilan publié en 1997, le politologue Christian Coulon (l'un des fondateurs de la revue) se demande si l'exotisme est banal. « Le bas » n'incite pas forcément au culturalisme mais c'est devenu une caractéristique visible ; l'anthropologie américaine postmoderne est passée par là (A. Appadurai vient faire des conférences au CERI) et donc la science politique ne peut évidemment continuer à « sauver » l'anthropologie si cette dernière continue de plus belle à esquiver la question des catégories et des relations sociales.

Quelle anthropologie (politique) du politique, des pratiques du politique et des conflits ? Quelques exemples

- 11 La redéfinition des champs disciplinaires, des frontières entre disciplines mais aussi de leurs différents domaines internes est un phénomène inégal, lent, qui dépend évidemment des traditions nationales et des aires culturelles étudiées. Bref cette redéfinition est soumise à une dynamique complexe faite autant de politique, de contraintes institutionnelles, d'habitus générationnels que de critiques conceptuelles, d'échanges méthodologiques. Ainsi si on prend comme point de départ les origines de l'anthropologie sociale politique en Grande-Bretagne au cours des années 1930, qui culmine en 1940 avec *African Political Systems*, son développement subséquent dans l'ethnologie et l'anthropologie française dans les années 1960-1970 se déroule environ trente ans plus tard.
- 12 Il s'est produit des mutations tout aussi considérables, si l'on prend le champ français au tournant de l'an 2000. Néanmoins ce n'est pas le sentiment que nous pouvons tirer des manuels les plus récents qui présentent fort bien le patrimoine « politique » de l'anthropologie de cette époque révolue mais qui ne consacrent qu'une page ou deux au devenir actuel de ce dernier quart de siècle (Rivière, 2000 ; Lemaire, 2001). Seuls M. Abélès et H.-P. Jeudy proposent une autre perspective, annoncée il y a déjà dix ans dans *Anthropologie de l'État* par M. Abélès (1990) et confortée dans leur récent *Anthropologie du politique* (1997). La recomposition de l'anthropologie politique, selon eux, passe par un double ou triple mouvement d'occidentalisation des terrains pour universaliser l'approche anthropologique du politique qui ne se focalise plus sur des types particuliers de sociétés ou d'États, de réorientation thématique vers les modes de représentation ou les symboliques (plutôt négligés par la science politique) et de perspective comparatiste ou mondialiste des cultures institutionnelles et culturelles (Copans, 2000b). En fait ce processus de « dé-exotisation » du politique (sortir le politique des sociétés dites

traditionnelles ou des sociétés traditionnelles modernisées pour utiliser un jargon fautif !) a malheureusement conduit à dépoliticiser l'anthropologie. Malgré les recours à l'histoire, à une anthropologie de l'organisation puis aujourd'hui de la mondialisation (Cuillerai & Abélès, 2002) disparaît une des voies royales de l'anthropologie politique en tant qu'anthropologie et non en tant que science politique anthropologisée ou culturalisée : les modes de formation des cultures politiques pratiques actuelles, cultures politiques de la domination, des conflits de classe, des mobilisations, des prises de pouvoir et des violences. A ethniciser ou mondialiser les champs de force des pouvoirs sans chercher à comprendre les modalités postcoloniales des mutations politiques on dévalorise les dynamiques sociales locales du politique qui restent... plus locales qu'il n'y paraît (Assayag, 1998 ; Copans, 1998a) ! Un bref détour très schématique par le biais d'un inventaire nord-américain nous confirme l'existence d'autres orientations possibles.

- 13 Mon échantillon sera sommaire mais je pense significatif : c'est celui des dix dernières années de la publication *Annual Review of Anthropology*. On peut relever des chapitres sur les thèmes suivants : les droits de l'homme, la violence, les frontières, les réfugiés et les migrants illégaux, les ONG, la mondialisation et le transnational, la guerre, les politiques publiques, les mouvements sociaux, les races, le colonialisme. Certains de ces chapitres ont été regroupés sous les intitulés portant sur les diasporas, l'empire, le capitalisme et la réinvention de l'anthropologie⁶. L'anthropologie politique a disparu en tant que rubrique (présente pourtant en tant que telle par contre dans plusieurs volumes des années 1970) mais la table récapitulative des sommaires classe tous ces textes dans le domaine des relations sociales et politiques.
- 14 A première vue cette dispersion de l'objet du politique ne semble pas fondamentalement contredire l'évolution française que ce soit celle proposée par l'équipe de M. Abélès ou celle dessinée en filigrane par les préoccupations de *Politique africaine*. On remarquera toutefois deux différences majeures : d'une part la préoccupation de la catégorisation sociologique et de la lutte politique y est beaucoup plus forte, y compris à propos de la société américaine (nous retrouvons là la tradition ancienne du courant radical dans l'anthropologie américaine), de l'autre il s'agit bien d'une anthropologie sociale et culturelle où se manifeste une réflexion permanente sur l'adéquation des méthodes, des terrains (la problématique d'une anthropologie multi-site) et des objets, réflexion encore un peu sommaire en France⁷.
- 15 Mais si nous voulons fournir un exemple plus concret, et revenir peut-être au terrain africaniste, qui après tout était notre point de départ, je me permettrai d'évoquer quelques recherches portant sur le Kenya. Elles datent certes d'une quinzaine d'années, n'ont pas été toutes conduites par des anthropologues, mais elles constituent, selon nous, de par leur singularité comme de par leur complémentarité sur la même société globale nationale, une espèce de paradigme thématique et théorique unique.
- 16 Il y a d'abord une double approche d'histoire coloniale : sociale et culturelle avec John Lonsdale (1987), ce dernier et Bruce Berman (1992), David Cohen et E.S. Atieno-Odhiambo (1989, 1992), politique de l'autre avec David Throup (1987, 1998). Indépendamment des démonstrations purement historiques les quatre premiers auteurs (parmi lesquels se trouve un Kenyan) évoquent la culture politique « ancienne » sous toutes les facettes de ses contradictions. Pour J. Lonsdale il s'agit de reconstruire l'économie morale des Kikuyu (les valeurs « publiques » en quelque sorte qui les font penser et agir en tant que Kikuyu, tout en notant que l'ensemble dit kikuyu est un produit aussi colonial, ou postcolonial que le Kenya !) alors que pour W. Cohen et E.S. Atieno-Odhiambo il s'agit d'assembler les

images du paysage « ethnique » luo qui forment et informent le sentiment d'appartenir à une région précise du pays luo. Contrairement à ce qu'en ont conclu certains critiques, il ne s'agit nullement de conforter une ethnicité ethnique latente mais plutôt de construire la configuration aléatoire car historiquedes traits kikuyu ou luo de tel ou tel ensemble moderne (les Mau-Mau des années 1950, les Luo du dernier quart de siècle). De son côté D. Throup conduit une enquête mi-journalistique mi-politologique sur la vie politique coloniale et postcoloniale. Le sujet est évidemment « ringard » vu depuis les sciences sociales « postcoloniales » et « postmodernes » mais quand on est le seul à reprendre la trame des luttes politiques aux plans des événements et des individus, on se dit que l'anthropologie politique moderne se doit de disposer de ce genre d'analyse et le cas échéant de la produire elle-même.

- 17 En anthropologie sociale il faut enfin signaler l'étude d'Angélique Haugerud sur la culture politique moderne telle qu'elle se construit à partir des meetings publics du district d'Embu en pays kikuyu (1995). Il s'agit bien cette fois-ci d'une anthropologie de terrain, fondée sur des recherches d'anthropologie économique et de la parenté et qui, à partir de cette connaissance intime, examine les modes de compréhension et d'action politique des acteurs locaux (y compris à travers une approche ethno-linguistique). Nous verrons en conclusion que des travaux français et francophones plus ou moins similaires pourraient nous reconduire aujourd'hui vers la piste de l'anthropologie sociale et culturelle dans le domaine africaniste.

Propositions pour un affichage comparatif du politique en anthropologie sociale

- 18 Il reste toutefois une question à laquelle je me sens mal placé pour répondre : il n'y a peut-être plus d'anthropologie politique générale (ce que confirme partiellement l'examen du terrain africaniste, point de départ et premier terrain massif d'application dans l'anthropologie française des années 1960-70) mais il existe sans aucun doute des approches politistes en anthropologie au sein de toutes les aires culturelles, dispersées dans des thématiques qui ne sont plus explicitement politiques. Le cas américain illustre bien cette évolution, difficile à percevoir dans l'anthropologie française pour au moins trois raisons : tout d'abord un courant particulier d'une anthropologie plutôt européeniste ou française occupe de facto une position centrale et se fait passer pour l'anthropologie politique en soi ; ensuite l'anthropologie africaniste a en grande partie cédé sa place spécialisée à la science politique ; enfin les autres terrains géo-culturels moins présents lors de la formation de l'anthropologie moderne en France (à l'exception du débat autour des travaux américanistes de P. Clastres, *La société contre l'État*, 1974) se sont beaucoup développés depuis vingt ans mais sans passer par la phase canonique du découpage intra-disciplinaire du politique (Heuzé, 1996)⁸. Il résulte de cet ensemble de causes et de bien d'autres (notamment l'aggravation des situations de crise en Afrique noire et la difficulté d'accéder à de nombreux terrains locaux) une situation ambiguë et floue qui facilite aussi bien les oublis des fondements sociologiques de l'anthropologie sociale que l'invention d'une anthro-politique mondialisée et décontextualisée.
- 19 Commençons par des considérations d'ordre méthodologique voire déontologiques ou idéologiques. Si l'on prend quelques cas significatifs dans la littérature africaine francophone et sans porter de jugement de valeur sur leur définition disciplinaire, M.C.

Diop et M. Diouf sont considérés comme sociologue et historien (1990 ; Cruise O'Brien & al., 2002), R. Ganga-Bazenguissa plutôt comme sociologue (1997), C. Toulabor comme politologue (1986)⁹. Notre référence disciplinaire manque totalement.

- 20 La question fondamentale est cependant la suivante : qui fait de l'anthropologie politique indépendamment du label disciplinaire ? La plupart des universités africaines ont exclu de fait l'ethnologie de leur cursus mais la participation physique d'un chercheur national, quel que soit le pays considéré, reste tout de même décisive à cause de l'intimité culturelle et de la longue durée des séjours possibles de ce dernier. Cette intimité ou cette familiarité est autant sociale que politique et elle concerne autant l'objet du politique que le sujet du politique. L'anthropologie d'aujourd'hui creuse la distance dans la représentation au point d'abstraire cette dernière de toute connotation sociale et actionnelle sauf à un niveau individuel (tout comme la sociologie française dans ses évolutions les plus récentes). C'est la nature même de la pratique de l'enquête, donc de la définition programmatique de l'anthropologie, qui est en cause ici.
- 21 Sans entrer dans le détail de cette reconfiguration qui dépasse le seul domaine du politique (le destin de l'anthropologie dite économique me paraissant encore plus tragique) nous nous contenterons d'évoquer quelques recentrages thématiques qui constituent des lieux communs de réflexion de fait.
- 22 Les violences sous toutes les formes depuis les plus domestiques jusqu'au génocide affirmé ont remis en cause l'ordre territorial de l'État et la reproduction des entités politiques le composant. Guerres dites civiles, mouvements de personnes déplacées et réfugiées, c'est pratiquement l'ensemble du tissu anthropologique qui semble être touché mais même les observateurs les plus qualifiés suscitent des interrogations¹⁰. Si la violence malgré son aspect récurrent se transforme encore exceptionnellement en objet anthropologique, il n'en est pas de même pour les formes prises par les mouvements de sorcellerie d'une part et la constitution sectaire d'Églises en tout genre de l'autre. Ce marché symbolique se porte très bien dans l'anthropologie et sa portée politique, tant individuelle que collective est évidente (Tonda, 2002 ; *Politique africaine*, n° 87, 2002). Enfin le développement a donné lieu à un nouvel objet qui mêle public et privé, économie et politique, clientélisme et catégories sociales, à savoir la corruption. Ce n'est plus le politique par le bas mais plutôt le système public par le bas et nous disposons là, malgré certaines limites (Dahou, 2002), d'un moyen subtil de revisiter la formation des acteurs du politique par le bas (Blundo, 2000 ; Blundo & Olivier de Sardan, 2001).
- 23 A cet inventaire par les thèmes se superpose un inventaire par les lieux et les actions. Certes l'anthropologie fait dans le local et aujourd'hui elle se trouve convoquée pour décrire la localisation du global et inversement la globalisation du local. Mais la grande question reste celle du rapport à l'État ou du moins à ce qu'il en reste aux niveaux central et périphérique. Les acteurs politiques des sommets sont toujours restés à l'extérieur d'une véritable approche anthropologique et l'on peut s'interroger au travers de cette lacune sur l'absence d'imagination anthropologique à l'instar de l'imagination sociologique de C. Wright Mills (1997) (voir par ailleurs les interrogations de L. Nader, 1974). A l'autre extrême du spectre social l'étude de l'économie morale de « l'homme de la rue » d'aujourd'hui fait cruellement défaut tant par l'incompétence linguistique des chercheurs étrangers que par l'élitisme inconscient des chercheurs nationaux et autochtones. Comme toujours il y a des exceptions¹¹ mais la durée de l'expérience – politique – du terrain fait probablement la différence et celle-ci est structurellement toujours présente au creux de toutes les sciences sociales y compris de l'anthropologie.

- 24 On peut penser, pour conclure, que le projet d'une anthropologie de la démocratie, qui par définition articule toutes ces thématiques (l'économie morale, la responsabilité de l'État et de ses représentants, la dynamique des traditions historiques, la culture de l'acteur politique, l'intimité du chercheur citoyen), constituerait l'objectif le plus mobilisateur et la motivation scientifique la plus pratique aux fins de refonder une anthropologie politique véritablement comparative, mondiale au bon sens du terme en ce début si problématique du XXI^e siècle. Selon J. Paley (2002) c'est aussi une manière de démocratiser l'anthropologie et de la rendre plus responsable à l'égard de ses terrains. L'antienne est ancienne mais le message reste d'actualité... politique !

BIBLIOGRAPHIE

- ABÉLÈS M., 1990. *Anthropologie de l'État*. Paris, Armand Colin.
- ABÉLÈS M., JEUDY H.-P., (dir), 1997. *Anthropologie du politique*. Paris, Armand Colin.
- ASSAYAG J., 1998. « La culture comme un fait social global ? Anthropologie et (post) modernité », *L'Homme*, 148 : 201-224.
- BAYART J.-F., 1979. *L'État au Cameroun*. Paris, Presses de la FNSP.
- BAYART J.-F., 1981. « Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode », *Politique africaine*, 1 : 53-82.
- BAYART J.-F., MBEMBE A., TOULABOR C., 1992. *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*. Paris, Karthala.
- BLUNDO G., (dir), 2000. *Monnayer les pouvoirs. Espaces, mécanismes et représentations de la corruption*. Paris, PUF.
- BLUNDO G., OLIVIER DE SARDAN J.-P., (dir), 2001. « La corruption au quotidien », *Politique africaine*, 83 (oct.).
- BUITENHUIJS R., 1992. « Les hauts et les bas du politique par le bas », *Politique africaine*, 46 : 150-153.
- CLASTRES P., 1974. *La société contre l'État*. Paris, Éditions de Minuit.
- COHEN W., ATIENO-ODHIAMBO E.S., 1989. *Siaya. The Historical Anthropology of an African Landscape*. Oxford, James Currey.
- COHEN W., ATIENO-ODHIAMBO E.S., 1992. *Burying SM. The Politics of Knowledge and the Sociology of Power*. Oxford, James Currey.
- COPANS J., 1973. « Histoire et politique : études sénégalaises II », *Cahiers d'Études africaines*, XIII(3), 51 : 609-615.
- COPANS J., 1975. « Conscience politique ou conscience de la politique ? », *Cahiers d'Études africaines*, XV(1), 57 : 45-55.
- COPANS J., 1978. « A chacun sa politique », *Cahiers d'Études africaines*, XVIII(1-2), 69-70 : 93-113.

- COPANS J., 1990. « La banalisation de l'État africain. A propos de *L'État en Afrique* de J.-F. Bayart », *Politique africaine*, 37 : 95-101.
- COPANS J., 1992. « L'Histoire face au politique », *Politique africaine*, 46 : 3-6.
- COPANS J., 1998a [1990]. *La longue marche de la modernité africaine. Savoirs, intellectuels, démocratie*. Paris, Karthala.
- COPANS J., 1998b. « Six personnages en quête d'un africanisme », *Politique africaine*, 69 : 89-108.
- COPANS J., 1998c. « Compte rendu de P. Richards, *Fighting for the Rain Forest* », *Cahiers d'Études africaines*, XXXVIII(2-4), 150-152 : 726-728.
- COPANS J., 2000a. *L'enquête ethnologique de terrain*. Paris, Nathan.
- COPANS J., 2000b. « Compte rendu de M. Abélès et H.-P. Jeudy, *Anthropologie du Politique* », *L'Homme*, 153 : 303-305.
- COPANS J., 2000c. « Afrique noire : un État sans fonctionnaires ? », *Autrepart*, 20 : 11-26.
- COQUERY-VIDROVITCH C., 1996. « L'anthropologie ou la mort du phénix ? », *Le Débat*, 90 : 114-128.
- COQUERY-VIDROVITCH C., 2002. « De l'"africanisme" vu de France. Le point de vue d'une historienne », *Le Débat*, 118 : 34-48.
- COULON C., 1997. « L'exotisme peut-il être banal ? L'expérience de *Politique africaine* », *Politique africaine*, 65: 77-95.
- COULON C., MARTIN D.-C. (dir), 1991. *Les afriques politiques*. Paris, La Découverte.
- CRUISE O'BRIEN D., DIOP M.C. & DIOUF M., 2002. *La construction de l'État au Sénégal*. Paris, Karthala.
- CUILLERAI M., ABÉLÈS M., 2002. « Mondialisation. Du géo-culturel au bio-politique », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26(1) : 11-28.
- DAHOU T., 2002. « Déculturaliser la corruption », *Les Temps Modernes*, 620-621 : 289 – 311.
- DARBON D. 2000. « De l'introuvable à l'innommable : fonctionnaires et professionnels de l'action publique dans les Afriques », *Autrepart*, 20 : 27-42.
- DIOP M.C., DIOUF M., 1990. *Le Sénégal sous Abdou Diouf. État et Société*. Paris, Karthala.
- FARDON R. (ed.), 1990. *Localizing Strategies: The Regionalisation of Ethnographic Accounts*. Washington D.C., Smithsonian Institution.
- FAY Cl., 1995. « La démocratie au Mali ou le pouvoir en pâture », *Cahiers d'Études africaines*, XXXV (1), 137 : 19-55.
- FAY Cl., 2000. « La décentralisation dans un cercle (Tenenkou, Mali) », *Autrepart*, 14 : 121-142.
- FERME M., 1998. « Compte rendu P. Richards, *Fighting for the Rain Forest* », *Cahiers d'Études africaines*, XXXVIII(2-4), 150-152 : 722-725.
- GANGA-BAZENGUSSA R., 1997. *Les voies du politique au Congo. Essai de sociologie historique*. Paris, Karthala.
- GHASARIAN C., 2002. *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris, Armand Colin.
- HAUGERUD A., 1995. *The Culture of Politics in Modern Kenya*. Cambridge, Cambridge University Press.
- HEUZÉG., 1996. *Entre émeutes et mafias. L'Inde dans la mondialisation*. Paris, L'Harmattan.

- HOURS B., 2002. *Domination, dépendances, globalisation. Tracés d'anthropologie politique*. Paris, L'Harmattan.
- HOURS B., SELIM M., 1997. *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain. Marché, socialisme et génies*. Paris, L'Harmattan.
- LEMAIRE M., 2001. « Le politique », chap. 2 in SEGALIN M. (dir), *Ethnologie. Concepts et aires culturelles*. Paris, Armand Colin : 31-46.
- LONSDALE J., 1987. « La pensée politique kikuyu et les idéologies du mouvement mau-mau », *Cahiers d'Études africaines*, XXVII(3-4), 107-108 : 329-357.
- LONSDALE J., BERMAN B., 1992. *Unhappy Valley. Conflict in Kenya and Africa*. Oxford, James Currey (2 volumes).
- MARTIN D.-C., 1986. « Par-delà le boubou et la cravate, pour une sociologie de l'innovation politique en Afrique noire », *Revue canadienne des études africaines*, vol. 20(1) : 4-35.
- MARTIN D.-C., 1988. *Tanzanie, l'invention d'une culture politique*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- MBEMBE A., 1985a. « La palabre de l'indépendance, les ordres du discours nationaliste au Cameroun (1948-1968) », *Revue française de science politique*, 35(3) : 459-487.
- MBEMBE A., 1985b. *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*. Paris, L'Harmattan.
- MBEMBE A., 1988. *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et État en société post-coloniale*. Paris, Karthala.
- MBEMBE A., 1990. « Pouvoir, violence et accumulation », *Politique africaine*, 39 : 7-24.
- MBEMBE A., 1996. *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun*. Paris, Karthala.
- NADER L., 1974. « Up the Anthropologist. Perspectives Gained from Studying Up », in HYMES D. (ed.), *Reinventing Anthropology*. New York, Vintage Books: 284-311.
- PALEY J., 2002. « Toward an Anthropology of Democracy », *Annual Review of Anthropology*, vol. 31: 469-496.
- POLITIQUE AFRICAINE, 1990. « L'Afrique autrement », 39.
- POLITIQUE AFRICAINE, 2002. « Les sujets de Dieu », 87.
- REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE, 1985. « Le passage au politique », 35(3).
- REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE, 1988. « L'anthropologie politique aujourd'hui », 38(5).
- RICHARDS P., 1998. *Fighting For the Rain Forest. War, Youth and Resources in Sierra Leone*. Oxford, James Currey.
- RIVIÈRE Cl., 2000. *Anthropologie politique*. Paris, Armand Colin.
- SCHMITZ J., 2000. « "L'élection divise", la politique au village dans la vallée du Sénégal », *Afrique contemporaine*, 194 (2^e tri.) : 34-46.
- THROUP D., 1987. *Economic and Social Origins of the Mau-Mau, 1945-1953*. Oxford, James Currey.
- THROUP D., HORNSBY Ch., 1998. *Multi-Party Politics in Kenya. The Kenyatta and Moi States and the Triumph of the System in the 1992 Election*. Oxford, James Currey.
- TONDA J., 2002. *La guérison divine en Afrique centrale (Congo, Gabon)*. Paris, Karthala.
- TOULABOR C., 1981. « Jeu de mots, jeu de vilains. Lexique de la dérision politique au Togo », *Politique africaine*, 3 (sept.) : 52-71.

TOULABOR C., 1985. « L'énonciation du pouvoir et de la richesse chez les jeunes "conjoncturés" de Lomé (Togo) », *Revue française de science politique*, 35(3) : 446-458.

TOULABOR C., 1986. *Le Togo sous Eyadéma*. Paris, Karthala.

TOULABOR C. (dir), 2000. *Le Ghana de J.J. Rawlings. Restauration de l'État et renaissance du politique*. Paris, Karthala.

WRIGHT MILLS Ch., 1997 [1967]. *L'imagination sociologique*. Paris, La Découverte.

NOTES

1. Sans entrer dans ce débat, et sans non plus le personnaliser, je me permets de signaler les fantasmes de l'historienne africaniste C. Coquery-Vidrovitch qui suggère de supprimer l'anthropologie, science coloniale (!) puisque l'histoire la remplacerait de fait très avantageusement ! Voir Coquery-Vidrovitch (1996 et 2002), Copans (1998b).
2. Voir Copans (1973, 1975) et le débat entre Bayart, Leca, Rey, Copans dans le n° 69-70 de 1978.
3. Avant-propos signé Bayart, Coulon et Fauré : 3-4. Ce même numéro contient l'article fondateur de J.-F. Bayart (1981).
4. On peut y lire des contributions de M. Izard, E. Terray. On trouvera les textes essentiels de J.-F. Bayart, A. Mbembe et C. Toulabor dans le recueil paru en 1992, *Le politique par le bas en Afrique noire*. Voir également les ouvrages de Toulabor (1986, 2000) et Mbembe (1985b, 1988, 1996).
5. Voir son article de 1986, son ouvrage sur la Tanzanie (1988) ainsi que l'ouvrage collectif édité sous la direction de C. Coulon et de la sienne qui regroupe une douzaine de contributeurs réguliers de *Politique africaine* (1991).
6. Voir les volumes 20 à 30. Le volume 31 de 2002 comprend un chapitre sur l'anthropologie de la démocratie rédigé à partir de 200 références (Paley, 2002).
7. Voir tout de même Copans (2000a), Ghasarian (2002).
8. Il convient de noter l'affichage explicite des travaux de B. Hours (2002) ; voir aussi Hours & Selim (1997).
9. Je cite ici des chercheurs qui ont travaillé sur la dimension nationale des cultures et actions politiques.
10. Voir les travaux de Richards (1996) et les commentaires de Copans (1998c) et Ferme (1998).
11. Voir les études de Cl. Fay sur le Mali (1995, 2000) et l'article de J. Schmitz sur la politique de l'élection d'un chef de village dans un village sénégalais du fleuve (2000).

RÉSUMÉS

L'anthropologie française a connu une anthropologie politique très vivante pendant les années 1960 et 1970. Mais par la suite une partie de cette préoccupation a été récupérée par la science politique à la suite d'un désintérêt méthodologique. Cette évolution est très visible dans les études africaines avec les recherches de J.-F. Bayart et la fondation en 1981 de la revue *Politique africaine* à laquelle contribuèrent de nombreux non-politologues. Malgré son programme d'étude de « la politique par le bas » la revue semble avoir souvent versé dans une espèce de culturalisme. Dans une seconde partie l'auteur revient sur les évolutions récentes de la discipline en France et

aux États-Unis. Il examine ensuite les thématiques politiques dispersées qui, reprises ensemble, constituent de facto une anthropologie politique qui n'ose pas dire son nom et il suggère des alternatives.

A very active political anthropology was produced by French anthropology during the 1960s and 1970s. Since then a decline of interest in methodological issues has led to part of this concern being taken up by political science instead. This development has been highly visible in African studies with the research conducted by J.-F. Bayart and the creation in 1981 of the journal *Politique africaine* to which social scientists of various disciplines, not only political scientists, contributed. Despite a programme to study « Politics from below », the journal seems often to have lapsed into a kind of culturalist approach. In the second part of the paper the author re-examines the discipline's recent evolution in France and the United States. He then examines the scattered political themes which, taken together, constitute a de facto political anthropology that dare not speak its name, and he suggests some alternatives.

INDEX

Keywords : African studies, democracy, French anthropology, globalisation, history, pluridisciplinarity, political science, state

Mots-clés : africanisme, anthropologie française, démocratie, État, histoire, mondialisation, pluridisciplinarité, science politique

AUTEUR

JEAN COPANS

Université René Descartes Paris V